



Montreuil, le 1er juillet 2020

Communiqué de presse

Restructurations à Verallia : la CGT invite Bruno Lemaire à Cognac

Dans un contexte social très tendu suite à l'annonce d'une restructuration supprimant 130 postes en France, la CGT de Verallia invite Bruno Lemaire sur le site de Cognac où un four sera arrêté. Le syndicat interpelle le Ministre de l'économie : où est donc le patriotisme économique ? Pourquoi l'industrie française n'est pas mieux défendue ?

Signataire de pas moins de 60 accords d'entreprise chez Verallia, tous dénoncés désormais par la nouvelle direction, **la CGT souhaite une vraie négociation dans le cadre de la restructuration actuelle** supprimant 130 postes à travers la France, dont 80 sur le seul site de Cognac suite à la décision d'arrêt d'un four fin 2020.

Or, **notre syndicat déplore vivement l'absence de dialogue social, la politique de la « chaise vide » de la direction** et son refus obstiné d'entamer toute négociation.

Ce management brutal fondé sur le contrôle, la répression et la pression financière affecte dorénavant l'encadrement des usines : sur 7 usines en France, 4 n'ont déjà plus de directeur attitré (les sites de Chalon, Oiry, Albi et Vauxrot). Illustration : le site de Oiry en Champagne a vu les départs successifs de 2 directeurs en l'espace de 4 mois. Ce turn-over extrêmement rapide aux fonctions-clé de direction d'usine révèle l'ampleur de cette crise de management qui secoue Verallia depuis l'arrivée de la nouvelle direction générale.



Notre syndicat combat cette restructuration. **Nous soutenons que la fermeture du four de Cognac est une erreur** : dans l'industrie verrière, les fermetures de capacités sont irréversibles et donneront encore plus de latitude aux importations étrangères pour venir concurrencer les productions françaises.

En outre, au regard de la violence de la crise économique actuelle, la CGT invite les dirigeants d'entreprise à la décence en abandonnant les pratiques de prédation du « monde d'avant ».

C'est pourquoi, **nous appelons le PDG de Verallia, Michel Giannuzzi, à renoncer à son dividende de 2,1 M€ ainsi que les 40 cadres dirigeants du groupe à renoncer à se partager de leur côté 4,9 M€ de dividendes.**

Nous appelons également la BPI à se passer de ses 7 M€ de dividendes au nom des salariés de Verallia dont elle était censée garantir l'emploi. Elle dévoie sa mission de défense de l'intérêt général pour venir spéculer sur les entreprises comme un simple fond d'investissement.

Mieux : comme Verallia dit être une entreprise à forte responsabilité sociale, **nous proposons que la renonciation à ces 14 M€ de dividendes soient notamment réalloués au plan de restructuration afin d'améliorer les conditions de départ des salariés licenciés et d'améliorer le sort de leur famille.**

La CGT fera tout pour éviter que Verallia ne prenne le chemin de Goodyear, dont l'actuel directeur de Verallia a organisé abusivement la fermeture du site d'Amiens Nord, n'hésitant pas à sacrifier 1300 salariés et leur famille.

C'est pourquoi, **la CGT demande d'urgence une table ronde à l'Assemblée nationale afin d'évoquer l'avenir de Verallia, fleuron national du verre.**

Enfin, **nous invitons sur le site de Cognac le Ministre de l'économie Bruno Le Maire afin de venir rencontrer les salariés** et de leur exposer comment Verallia peut être protégé au nom du patriotisme économique.

Contacts :

Dominique Spinali, délégué syndical central Verallia :

06 40 69 59 76